

autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies;

14. *Prie instamment* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires de leurs organes directeurs une question distincte relative aux progrès qu'ils ont réalisés dans l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies;

15. *Prie instamment aussi* les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies d'élaborer, avec la coopération active de l'Organisation de l'unité africaine, et de soumettre à leurs organes directeurs ou délibérants, à titre de question prioritaire, des propositions concrètes en vue d'appliquer pleinement les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

16. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution et sur les débats consacrés à cette question à la seconde session ordinaire de 1983 du Conseil;

17. *Prie* le Président du Conseil économique et social de poursuivre les consultations sur ces questions avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'avec le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

18. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et de faire rapport au Conseil à ce sujet à sa seconde session ordinaire de 1984;

19. *Décide* de maintenir ces questions à l'étude.

39<sup>e</sup> séance plénière  
25 juillet 1983

#### 1983/43. Assistance au peuple palestinien

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la résolution 37/134 de l'Assemblée générale, du 17 décembre 1982,

*Rappelant aussi* sa propre résolution 1982/48, du 27 juillet 1982,

*Notant avec une profonde préoccupation* que le maintien en détention de civils palestiniens dans le camp d'Al Ansar par l'armée d'invasion israélienne a privé un grand nombre des personnes qu'ils avaient à charge de leur seule source de revenus, outre ses autres conséquences défavorables sur le plan économique et social,

*Notant aussi* la nécessité de fournir une assistance économique et sociale au peuple palestinien,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien\*;

2. *Exprime* sa gratitude aux gouvernements ainsi qu'aux organismes des Nations Unies qui ont apporté une aide humanitaire aux victimes palestiniennes de l'invasion israélienne du Liban;

3. *Prend note avec satisfaction* de l'assistance fournie au peuple palestinien par les organismes des Nations Unies;

4. *Déplore* le non-respect par Israël de la résolution 1982/48 du Conseil économique et social;

5. *Adresse un appel* aux autorités d'occupation israéliennes pour qu'elles facilitent les efforts de tous les organismes des Nations Unies ayant l'intention d'exécuter des projets d'assistance en faveur du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés;

6. *Demande* aux programmes, organisations, institutions et organismes compétents des Nations Unies d'intensifier leurs efforts, en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine, pour fournir une aide économique et sociale au peuple palestinien;

7. *Demande aussi* que l'assistance des Nations Unies aux Palestiniens dans les pays d'accueil arabes soit fournie en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine et avec l'accord des gouvernements des pays arabes hôtes concernés;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

39<sup>e</sup> séance plénière  
25 juillet 1983

#### 1983/44. Assistance au Ghana

*Le Conseil économique et social,*

*Profondément préoccupé* par la situation économique désastreuse du Ghana, situation aggravée par le rapatriement soudain de plus d'un million de Ghanéens et par la grave pénurie de produits alimentaires résultant des conditions climatiques défavorables,

*Considérant* les problèmes urgents que posent la réinstallation et la réintégration, dans l'économie nationale affaiblie, du grand nombre de personnes revenues au pays,

*Affirmant* la nécessité d'entreprendre d'urgence une action internationale pour aider le Gouvernement et le peuple du Ghana dans leurs efforts en vue de relancer l'économie et de réinstaller les personnes revenues au pays,

*Notant avec satisfaction* l'aide humanitaire d'urgence apportée par les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales au cours de la période difficile du retour en masse de nationaux au pays,

\* E/1983/72 et Add I

*Notant avec satisfaction* la réponse du Secrétaire général à la demande du Gouvernement du Ghana et sa décision d'envoyer rapidement dans ce pays une mission multi-institutions pour procéder avec le gouvernement à des consultations sur la préparation de programmes d'assistance à court et moyen terme axés sur la création d'emplois pour les personnes revenues au pays,

*Ayant entendu* le rapport oral du Coordonnateur des programmes spéciaux d'assistance économique sur la mission multi-institutions au Ghana,

*Prenant acte* de la déclaration faite au Conseil économique et social par le représentant du Gouvernement du Ghana,

1. *Prend acte* de l'effort fait par le Gouvernement et le peuple du Ghana afin de réinstaller les personnes revenues au pays;

2. *Exprime sa reconnaissance* au Secrétaire général de l'action qu'il a entreprise;

3. *Prend acte* du rapport oral sur la mission multi-institutions et fait siennes les recommandations de cette mission;

4. *Exprime sa gratitude* à tous les Etats et à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fourni une assistance humanitaire d'urgence au Ghana;

5. *Demande instamment* à tous les Etats, à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux institutions spécialisées et programmes du système des Nations Unies de contribuer généreusement et de fournir l'assistance supplémentaire nécessaire pour permettre au Ghana de poursuivre son programme de relance économique et ses efforts pour réinstaller les personnes revenues au pays;

6. *Prie le Secrétaire général* :

a) De soumettre le rapport de la mission multi-institutions à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session et de donner à ce document une diffusion aussi large que possible;

b) De faire en sorte que des arrangements financiers adéquats soient pris en vue de l'organisation d'un programme efficace d'assistance internationale au Ghana et de la mobilisation de l'assistance internationale;

c) De créer un compte spécial dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes spéciaux d'assistance économique en vue de faciliter l'acheminement des contributions vers le Ghana conformément aux recommandations de la mission multi-institutions;

d) De l'informer à sa seconde session ordinaire de 1984 des progrès accomplis dans l'exécution de la présente résolution.

## 1983/45. Assistance à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou

*Le Conseil économique et social,*

*Profondément préoccupé* par les énormes dégâts causés par les pluies torrentielles et les inondations qui ont affecté récemment de vastes régions de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou ainsi que par la sécheresse qui sévit en Bolivie et au Pérou,

*Compte tenu du fait* que ces deux phénomènes climatiques ont causé des destructions dans les zones urbaines et rurales et de graves dégâts dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie,

*Compte tenu aussi du fait* que ces secteurs ont une importance fondamentale pour l'économie de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou,

*Considérant* que les problèmes urgents résultant de cette situation catastrophique exigent des programmes d'assistance, de remise en état et de reconstruction,

*Affirmant* la nécessité d'entreprendre d'urgence une action internationale prompte et concertée pour aider les peuples et les Gouvernements de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou à faire face à la situation d'urgence dans laquelle ils se trouvent et à mettre en route la remise en état et la reconstruction,

*Observant avec satisfaction* l'assistance fournie par les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations gouvernementales et non gouvernementales au début de la période d'urgence,

*Prenant acte avec reconnaissance* du travail accompli par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe,

1. *Exprime sa gratitude* aux Etats et organisations qui ont fourni une assistance à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou;

2. *Demande instamment* à tous les Etats, à toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales et à toutes les institutions spécialisées de coopérer au financement d'un programme de reconstruction et de remise en état pour les régions sinistrées de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou, et de participer activement à l'exécution de ce programme;

3. *Prie le Secrétaire général* :

a) De prendre les mesures nécessaires pour aider les Gouvernements de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou à préparer un vaste programme de reconstruction et de remise en état dans les régions et les secteurs touchés par le désastre;

b) De prendre des mesures appropriées pour mobiliser des ressources en vue d'apporter une assistance internationale spéciale à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou;

c) D'informer l'Assemblée générale à sa trente-huitième session et le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1984 des progrès accomplis dans l'exécution de la présente résolution.